



Pfizer affirme que le vaccin COVID est " sûr " pour les enfants - mais Pfizer a déjà menti au sujet de médicaments pour enfants.

En 1996, le médicament de Pfizer, le Trovan, était encore au stade de développement clinique lorsque le fabricant l'a testé, sans le consentement des parents, sur environ 200 enfants. Pour Pfizer le médicament Trovan était "sûr", et pourtant 181 enfants furent gravement blessés et 11 sont morts.

Par [Children's Health Defense](#)

Mondialisation.ca, 12 avril 2022

childrenshealthdefense.org/ 30 septembre 2021

Thème: [Science et médecine,](#)
[Transnationales](#)

Analyses: [COVID-19](#)

[Le Washington Post a enquêté sur l'](#) éthique de Pfizer et a déclaré : "Certains experts médicaux se sont demandé pourquoi la société n'a pas adopté les pilules éprouvées alors qu'il était clair que les jeunes patients étaient sur le point de mourir."

"Cela pourrait être considéré comme un meurtre", [a déclaré Evariste Lodi](#), le principal médecin de Médecins sans frontières à Kano, après avoir [lu un rapport](#) selon lequel Pfizer a maintenu un enfant uniquement sous Trovan jusqu'à sa mort.

Dans une déclaration sur le décès de l'enfant, [une porte-parole de Pfizer](#) a déclaré que "les chercheurs n'avaient aucune raison de soupçonner que le médicament expérimental ne fonctionnait pas". Pfizer a [également déclaré que](#) Trovan était "au moins aussi efficace que le traitement de référence", bien qu'il n'ait jamais été utilisé chez les enfants, ni pour la méningite.

Pfizer a conçu l'essai clinique à Kano "en six semaines, alors que les risques et les complications d'un tel essai nécessiteraient généralement une année pour être évalués de manière adéquate", [rapporte The Atlantic](#).

Les parents de Kano ont maintenu qu'ils n'avaient pas été informés d'une expérience et que Pfizer n'avait pas leur consentement pour utiliser leurs enfants dans un essai de médicament au milieu d'une crise sanitaire. Ils se sont organisés pour poursuivre le fabricant de médicaments, tout en s'occupant des enfants blessés pendant l'expérience.

Pfizer affirme que les parents nigériens ont donné leur plein consentement pour que leurs enfants gravement malades soient utilisés dans une expérience, même si Pfizer admet qu'aucun parent n'a jamais signé de formulaire de consentement.

Les poursuites judiciaires ont duré des années, Pfizer refusant de reconnaître toute faute. "Nous en avons assez de cette affaire", [a déclaré un père](#) qui a perdu sa fille. "Nos enfants sont morts et certains sont mutilés."

Pfizer [a déclaré que](#) “l’essai a été mené de manière appropriée, éthique et dans le meilleur intérêt des patients ; et il a contribué à sauver des vies.”

Cependant, même la lettre d’approbation que Pfizer a soumise à la FDA au sujet de l’essai de Kano a été [dénoncée par un médecin nigérian](#), qui “a déclaré que son bureau avait antidaté une lettre d’approbation et que celle-ci avait peut-être été rédigée un an après que l’étude ait eu lieu”.

La communauté de Kano a été profondément affectée - “[l’expérience a façonné la perception publique](#) des drogues occidentales dans la région. Les parents en ont parlé à leurs enfants. Les enseignants ont fait des conférences sur Pfizer dans les salles de classe. Les experts ont dit que les médecins occidentaux cherchaient des cobayes humains.”

Pfizer a reconnu la gravité de l’épidémie de méningite devant un comité d’enquête nigérian, [puis a déclaré](#): “L’intervention de Pfizer était donc strictement un geste humanitaire visant à sauver des vies. Elle était totalement dépourvue de toute connotation commerciale”. La société [l’a appelé](#) “le procès humanitaire”.

“Si j’en avais le pouvoir, je leur retirerais leur licence médicale”, [a déclaré Lodi](#).

L’histoire de Trovan de Pfizer s’aggrave

Lors du développement initial de Trovan, [Walterspiel a rapporté](#) que Pfizer a essayé une autre étude et.. :

“ ... l’étude a échoué et plusieurs patients ont développé de graves infections post-opératoires et une femme a dû se faire enlever l’utérus. Pfizer a dépêché des gestionnaires de risques et a demandé aux patients concernés et à leurs proches de remplir des chèques en blanc d’un montant qu’ils jugeaient bon contre leur signature pour que les paiements restent confidentiels.”

Pfizer n’a pas fait une telle offre à Kano. Les familles de Kano ont dû poursuivre Pfizer à plusieurs reprises et n’ont reçu aucune indemnisation jusqu’à près de 15 ans après l’incident.

Pfizer ne s’est pas laissé décourager par ces simples revers de mort, de mutilation et de scandales internationaux. En quelques années, le fabricant de médicaments a commercialisé Trovan aux États-Unis et en Europe.

Dans l’espoir de récolter des gains financiers, Pfizer a commercialisé Trovan de manière agressive - jusqu’à ce qu’elle découvre que le public, tant dans l’UE qu’aux États-Unis, souffrait de lésions hépatiques, d’insuffisance hépatique et de décès à la suite de la prise de Trovan.

Les rapports d’effets indésirables se sont multipliés jusqu’à ce que l’Europe retire complètement Trovan du marché et que la FDA restreigne sévèrement l’accès du public aux États-Unis.

Un [article du New York Times](#) a expliqué en détail comment les graves effets secondaires du Trovan n’ont été connus qu’après sa mise à disposition du public. “L’affaire a montré comment un nouveau médicament, commercialisé par un expert comme Pfizer, pouvait être rapidement prescrit à des milliers de patients avant que tous les effets secondaires ne

soient connus. Pfizer a déclaré que ses tests du Trovan n'avaient pas révélé de problèmes graves."

En 2000, William C. Steere Jr., alors président de Pfizer, [areconnu que](#) certains effets secondaires ne sont connus qu'après l'approbation d'un médicament, en disant : " Vous mettez le médicament dans la population générale, et ensuite tout le monde le prend. Nous retenons notre souffle et nous attendons de voir s'il y a quelque chose d'unique avec le médicament".

Si j'avais un ennemi, je ne le laisserais pas prendre leurs médicaments.

Pfizer a été poursuivi à plusieurs reprises au Nigeria et aux États-Unis pour ses actions à Kano. En 2009, Pfizer a accepté de payer 75 millions de dollars, alors qu'elle était initialement [poursuivie pour 8,5 milliards de dollars](#).

La société a été impliquée dans plusieurs autres scandales qui ont explosé lorsque [Wikileaks a publié](#) plusieurs dépêches de l'ambassade américaine détaillant les communications de Pfizer.

Un avocat de Pfizer a décrit dans les dépêches que "Pfizer a travaillé en étroite collaboration avec l'ancien chef d'État nigérian Yakubu Gowon. Gowon a parlé avec le gouverneur de l'État de Kano, Mallam Ibrahim Shekarau, qui a demandé à l'AG de Kano de réduire la demande de règlement de 150 millions de dollars à 75 millions de dollars."

Dans une autre dépêche, un haut représentant de Pfizer au Nigeria a déclaré :

"Pfizer avait engagé des enquêteurs pour découvrir des liens de corruption avec le procureur général fédéral Michael Aondoakaa afin de le dénoncer et de faire pression sur lui pour qu'il abandonne les affaires fédérales. Les enquêteurs de Pfizer ont transmis ces informations aux médias locaux. Une série d'articles préjudiciables détaillant les liens 'présumés' de corruption d'Aondoakaa ont été publiés en février et mars."

Un câble montre un représentant de Pfizer commentant que "Médecins sans frontières a administré du Trovan à d'autres enfants pendant l'épidémie de méningite de 1996, et le gouvernement nigérian n'a pris aucune mesure".

Cette accusation a incité Médecins sans frontières à [publier un communiqué de presse très ferme](#) affirmant qu'ils n'avaient donné de Trovan à personne et qu'ils étaient en fait les premiers à dénoncer les agissements non éthiques de Pfizer.

Enfin, les dépêches montrent que "Pfizer n'était pas heureuse de régler l'affaire, mais était arrivée à la conclusion que le chiffre de 75 millions de dollars était raisonnable car les poursuites étaient en cours depuis de nombreuses années, coûtant à Pfizer plus de 15 millions de dollars par an en frais juridiques et d'enquête."

L'action en justice initiale demandait également des [peines de prison pour les responsables de Pfizer](#).

Les scandales se sont poursuivis même après le règlement de l'affaire, lorsque Pfizer a exigé que toute personne percevant l'argent donne un échantillon de son ADN. Plusieurs personnes ont refusé, [se méfiant de ce que Pfizer pourrait faire de leur ADN](#). En conséquence, ils n'ont pas été autorisés à obtenir une compensation.

[Pfizer a déclaré](#) avoir “toujours agi dans le meilleur intérêt des enfants concernés, en utilisant les meilleures connaissances médicales disponibles”.

Najib Ibrahim, de Kano, [a déclaré à propos de Pfizer](#): “Je ne donnerai même pas les médicaments de Pfizer à mon propre ennemi.” Abdul Murtala [a déclaré](#): “Pfizer agit avec une totale imprudence avec la vie humaine.”

Le schéma se poursuit : un enfant de 12 ans est blessé lors de l’essai COVID de Pfizer.

Maddie de Garay avait 12 ans lorsqu’elle a volontairement participé à l’essai du vaccin COVID-19 de Pfizer pour les jeunes de 12 à 15 ans dans l’Ohio. Après avoir pris la deuxième dose le 20 janvier 2021, sa vie a changé.

Sa mère, Stéphanie de Garay, [a pris la parole lors d’une conférence de presse](#) organisée en juin par le sénateur Ron Johnson (R-Wis.), au cours de laquelle elle a décrit la mutilation de son enfant et le mépris de Pfizer à l’égard de Maddie et de sa famille – alors que Maddie faisait partie de l’essai visant à déterminer si le vaccin Covid de Pfizer est sûr pour les enfants.

Stephanie déclara :

“Tout ce que nous voulons, c’est que Maddie soit vue, entendue et crue, car elle ne l’a pas été. Et nous voulons qu’elle reçoive les soins dont elle a désespérément besoin pour revenir à la normale. Elle allait très bien avant ça. Ils ne font rien pour elle.”

Stephanie [affirma que](#) dans les 24 heures suivant la deuxième dose, Maddie “a développé de graves douleurs abdominales et thoraciques. Elle a eu des décharges électriques douloureuses dans le cou et la colonne vertébrale qui l’obligeaient à marcher courbée. Elle avait des douleurs extrêmes dans les doigts et les orteils”.

Maddie s’est immédiatement rendue aux urgences, conformément aux instructions de l’administrateur de l’essai vaccinal de Pfizer. Après que les médecins aient effectué quelques tests, elle a été renvoyée chez elle avec un diagnostic : “Effet indésirable de la rencontre initiale avec le vaccin”.

Dans les cinq mois qui ont suivi l’administration de sa deuxième dose, Maddie est retournée aux urgences huit fois de plus.

[Selon Stephanie](#):

“Au cours des deux mois et demi suivants, ses douleurs abdominales, musculaires et nerveuses sont devenues insupportables. Elle a développé des symptômes supplémentaires, notamment une gastroparésie, des nausées et des vomissements, une pression artérielle et un rythme cardiaque erratiques, des pertes de mémoire, un brouillard cérébral, des maux de tête, des vertiges, des évanouissements, puis des crises.

“Elle a développé des tics verbaux et moteurs, une perte de sensibilité à partir de la taille et une faiblesse musculaire, des changements radicaux dans sa vision, une rétention urinaire et une perte de contrôle de la vessie, des cycles menstruels très irréguliers et lourds, et elle a finalement dû se faire poser une sonde gastrique pour s’alimenter. Tous ces symptômes sont encore présents aujourd’hui. Certains jours sont pires que d’autres.”

Les médecins de Maddie ont commencé à suggérer qu'elle souffrait d'un "trouble neurologique fonctionnel dû à l'anxiété" et ont même tenté de la faire admettre dans un hôpital psychiatrique. Sa famille refusa ce diagnostic.

Il a fallu cinq mois à Maddie pour obtenir une IRM du cerveau et les tests sanguins appropriés, qu'elle a obtenus lorsque sa famille s'est tournée vers un nouvel avis médical après avoir parlé à d'autres personnes ayant subi les effets néfastes des vaccins COVID.

Stephanie déclara :

"Ce que je souhaite est la chose suivante : Maddie s'est portée volontaire pour l'essai Pfizer. Pourquoi ne font-ils pas des recherches sur elle pour comprendre pourquoi cela s'est produit, afin que d'autres personnes n'aient pas à subir cela ? Au lieu de cela, ils disent simplement que c'est 'mental'."

La famille de Garay s'est associée à de [nouveaux groupes de pression locaux](#) dont les membres ont vu leur vie changer soudainement après avoir été vaccinés contre le COVID. Ces associations demandent aux CDC et à la FDA de [reconnaître leurs blessures](#), que la communauté médicale les croie et les aide, que les médias partagent leurs histoires, que le public soit informé de ces blessures dans le cadre du consentement éclairé et que leurs blessures soient étudiées afin de trouver des solutions.

Au lieu de cela, depuis qu'ils ont été blessés par de nouveaux vaccins encore en phase 3 d'essai, ils ont fait l'objet de manœuvres dilatoires, de dissimulations, de brimades, de refus de collecter les données et de démentis généralisés.

Pfizer n'a pas commenté publiquement le cas de Maddie.

Lors de la réunion consultative de la FDA de septembre sur les boosters COVID de Pfizer aux États-Unis, Steve Kirsch, directeur exécutif du COVID-19 Early Treatment Fund, [a déclaré que Pfizer n'a pas enregistré les blessures importantes de Maddie](#) dans les résultats de ses essais cliniques. [Kirsch a également noté que](#) Pfizer a classifié la totalité des blessures de Maddie comme "douleur abdominale".

Kirsch a [signalé la fraude de Pfizer](#) à la commissaire par intérim de la FDA, le Dr Janet Woodcock, mais aucune enquête n'a été ouverte sur Pfizer pour avoir prétendument effacé les nombreuses blessures de Maddie de ses données d'essai pour les enfants.

Original en anglais : [Pfizer Says COVID Vaccine 'Safe' for Kids — But Pfizer Has Lied About Kids and Drugs Before](#)

La source originale de cet article est childrenshealthdefense.org/

Copyright © [Children's Health Defense](https://childrenshealthdefense.org/), childrenshealthdefense.org/, 2022

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca